

Accrochages entre groupes armés au nord du Mali

Le Monde.fr avec AFP | 08.06.2012 à 21h23 • Mis à jour le 08.06.2012 à 21h23



Des combattants du Mouvement national de libération de l'Azawad (MNLA), dans les rues de Tombouctou, au nord du Mali, le 14 avril.

Un accrochage entre rebelles touaregs et islamistes a eu lieu dans la nuit de jeudi à vendredi près de Kidal, une ville du nord du Mali, au moment où l'Union africaine (UA) s'apprête à demander à l'ONU un appui pour une intervention militaire dans cette région.

Des combattants de la rébellion touarègue du Mouvement national de libération de l'Azawad (MNLA) et du groupe islamiste Ançar Eddine "se sont affrontés" à une vingtaine de kilomètres de Kidal, a indiqué un fonctionnaire de la ville, évoquant des tirs nourris d'armes automatiques. C'est le premier incident sérieux entre ces groupes depuis plus de deux mois que l'immense région nord est contrôlée par le MNLA et surtout par Ançar Eddine et son allié djihadiste Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI). Le calme est revenu à l'aube, a affirmé le fonctionnaire. Selon lui, "il y a eu trois blessés" dans cet accrochage, une information qu'il n'était pas possible de confirmer pour l'heure.

"Les quelques drapeaux du MNLA qui flottaient dans la ville ont été enlevés", "on ne voit plus qu'Ançar Eddine en ville", a ajouté cet habitant. Interrogé par téléphone satellitaire dans la nuit, Mohamed Ag Mamoud, un combattant d'Ançar Eddine, avait expliqué cet accrochage par le fait que "toute cette semaine, le MNLA a manipulé à Kidal des civils qui ont manifesté" contre le mouvement islamiste.

L'UNION AFRICAINE VA SAISIR L'ONU

Dans les deux camps, on s'est employé vendredi à minimiser l'incident de la nuit dernière. "Il n'y a rien eu de grave", simplement "quelques coups de feu", a affirmé un haut responsable du groupe islamiste à Kidal. Mossa Ag Attaher, porte-parole du MNLA basé à Paris, a démenti tout "échange de tirs".

L'UA va saisir l'ONU pour obtenir son "appui" à une intervention militaire dans le nord du Mali, avaient annoncé jeudi soir à Abidjan des responsables des Nations unies, de l'UA et de la Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest (Cédéao), réunis dans le "groupe de soutien et de suivi sur la situation au Mali".

Les participants ont promis un appui notamment "financier" et "logistique" pour aider l'Etat malien à reprendre cette région "dans les plus brefs délais possibles".

LE PRÉSIDENT TRAORÉ "VA BIEN"

Présent en France depuis le 23 mai à la suite de son agression à Bamako par des manifestants, le président de transition Dioncounda Traoré a été opéré d'une "fracture provoquée par un coup de marteau sur l'arcade sourcilière", a déclaré, vendredi 8 juin, Tieman Coulibaly, vice-président du Front uni pour la sauvegarde de la démocratie et de la République (FDR).

Le président malien, âgé de 70 ans, a été opéré le 1^{er} juin à l'hôpital militaire du Val-De-Grâce à Paris, "il a bon moral et il va bien", a ajouté M. Coulibaly. M. Traoré "doit encore subir des examens cardiologiques en France. C'est le temps des soins et de la récupération", a souligné ce responsable du front opposé aux putschistes du 22 mars.

Les militaires quittent le siège de la télévision publique

La plupart des militaires maliens déployés au siège de la radio-télévision publique à Bamako depuis le putsch du 22 mars se sont retirés, a constaté vendredi un journaliste de l'AFP, alors que cette occupation était un symbole du pouvoir conservé par l'ex-junte. Le 21 mars, la prise de la radio-télévision avait été l'un des premiers actes des militaires mutins, qui le lendemain parvenaient à renverser le président Amadou Toumani Touré (ATT). Les putschistes et leur chef, le capitaine Amadou Haya Sanogo, se sont officiellement retirés en vertu d'un accord conclu le 20 mai avec l'Afrique de l'Ouest, mais ils restent très présents face au président intérimaire Dioncounda Traoré et au gouvernement, en place pour une transition de un an.